

ENEZ RENCONTRER L'ONCLE SAM – le roi nu

présenté par le petit garçon qui regarde passer le cortège

André Gunder Franck

L'Oncle Sam vient de manquer à ses obligations et de refuser le paiement de jusqu'à 40 % de ses milliards de dollars [\$] de dette extérieure. Et personne n'a rien dit, si ce n'est une phrase dans *l'Economist* de cette semaine. En anglais courant, cela veut dire que l'Oncle Sam mène une escroquerie à l'échelle mondiale avec ses \$ auto-souscrits, fondée sur la confiance qu'il a obtenu et reçu de la part des autres pays à travers le monde. De plus c'est un mauvais payeur car il n'honore pas et ne retourne pas l'argent qu'il a reçu.

Combien de notre mise en dollars nous avons perdu dépend de combien nous avons misé au départ. Il a laissé ou plutôt, à travers sa politique économique délibérée, fait chuter son \$ de 40 % face à l'Euro, passant d'un Euro à 80 cents à son plus fort niveau à 133 cents aujourd'hui, ainsi que face au Yen, au Yuan ou à d'autres monnaies. Et ce dollar est toujours en train de chuter, capable même de plonger complètement. Dans les années 1930, il y eut aussi une recrudescence de dévaluations concurrentielles, appelée la « politique d'appauvrissement de son voisin » du déplacement des coûts pour que ce soi(en)t le(s) voisin(s) qui les supporte(nt). Il est vrai qu'avec le déclin du \$, la vraie valeur que les étrangers doivent payer pour rembourser leur dette à l'Oncle Sam baisse aussi. Mais cela marche seulement s'ils ont des revenus dans des monnaies dont la valeur s'est accrue par rapport au dollar. Sinon, leurs revenus et leurs remboursements se font en utilisant ces mêmes dollars dévalués, bien que même à ce moment-là, ils enregistreront une perte due à la dévaluation entre le moment où ils ont touché ces dollars et le moment où ils les ont reversés pour rembourser l'Oncle Sam.

La Chine et d'autres pays d'Asie de l'Est sont payés en dollars et ont fixé leur monnaie au \$, donc ils ont déjà perdu une portion substantielle de leur réserve en dollars qui est la plus forte au monde et de loin. Et eux, comme tous les autres, vont aussi perdre le reste. Car la dette de l'Oncle Sam envers le reste du monde représente déjà plus du tiers de sa production domestique annuelle et elle continue d'augmenter.

Ce fait seul rend déjà sa dette économiquement et politiquement impossible à rembourser même s'il le voulait, ce à quoi il se refuse. La dette domestique de l'Oncle Sam, par exemple celle de la carte de crédit et des prêts hypothécaires représente presque 100 % du PIB et de la consommation, y compris celle provenant de Chine. La dette fédérale de l'Oncle Sam s'élève maintenant à 7,5 trillions de dollars. 6,5 trillions représentent la dette accumulée au cours de ces 3 dernières décennies, les 2 derniers trillions de dollars au cours des huit dernières années, et le

dernier trillion de dollars au cours des deux dernières années. Cela coûte, hélas, plus de 300 milliards de dollars d'intérêts, à comparer avec par exemple, les 15 milliards de dollars investis dans la NASA. Mais pas de problème ! Le Congrès vient juste de relever le plafond de la dette à 8,2 trillions de dollars. Pour nous aider à visualiser, un trillion de dollars en coupures de 1.000 dollars bien serrées représente un bâtiment de 40 étages. Mais près de la moitié est possédée par les étrangers. Toute la dette de l'Oncle Sam - soit une dette d'environ 10 trillions pour la carte de crédit à la consommation des ménages privés, les prêts hypothécaires, etc. à laquelle il faut rajouter la dette des dérivatifs et autres des entreprises et de la finance, avec option, et la dette des gouvernements locaux et des états - arrive au niveau incroyable, voire inimaginable de 37 trillions de dollars, ce qui représente près de quatre fois le PIB de l'Oncle Sam. Seule une partie de cela peut être gérée de façon interne, mais avec des limites dangereuses pour l'Oncle Sam énoncées ci-dessous.

C'est la seule raison pour laquelle je veux que vous rencontriez l'Oncle Sam, le mauvais payeur de confiance, qui pourrait vous rappeler Meet Joe Black ; car en apprenant à mieux le connaître, nous allons voir qu'il est aussi un usurier, et corrompu avec cela.

L'Oncle Sam a le plus gros privilège du monde, puisqu'il a le monopole de l'impression de la réserve mondiale de monnaie à son gré et pour rien si ce n'est le prix du papier et de l'encre utilisés. De plus, en procédant ainsi, il peut exporter à l'étranger l'inflation qu'il crée en imprimant plus de \$ - il y en a au moins trois fois plus en circulation de par le monde que chez l'Oncle Sam. Il faut rajouter qu'il est aussi le seul dont la dette « extérieure » est principalement libellée dans sa propre monnaie mondiale : le \$, qu'il peut imprimer à son gré ; tandis que la dette extérieure de la plupart des pays étrangers est aussi libellée dans ce même \$, qu'ils doivent acheter à l'Oncle Sam avec leur propre monnaie et des biens réels. L'Oncle Sam paie donc simplement les Chinois et les autres principalement avec ces \$ qui dès le départ, n'ont pas d'autre valeur réelle que celle de leur papier et de leur encre. Donc, la pauvre Chine en particulier fait don, pour rien du tout, au riche Oncle Sam de centaines de milliards de \$ [Ms] en biens réels produits chez elle et consommés par l'Oncle Sam. Puis, la Chine échange les billets de dollars en papier de l'Oncle Sam contre d'autres morceaux de papier de l'Oncle Sam appelés Certificats de bonds du trésor, qui valent encore moins, excepté qu'ils produisent un pourcentage d'intérêt. Car, comme nous l'avons déjà noté, il ne sera jamais possible de les encaisser et de les racheter totalement ou même partiellement. De toute façon, ils ont déjà perdu la plupart de leur valeur pour l'Oncle Sam. Dans un article précédent, j'ai développé le fait que le pouvoir de l'Oncle Sam repose sur seulement deux piliers, le billet de dollar et le

Pentagone. Chacun supporte l'autre, mais la vulnérabilité de chacun est aussi son talon d'Achille et menace la viabilité de l'autre. Depuis, l'Irak sans parler de l'Afghanistan, a montré que la confiance dans le Pentagone n'est pas forcément bien placée. Cela a aidé à réduire la confiance et la valeur du dollar, qui à son tour réduit la capacité de l'Oncle Sam à utiliser ce dollar pour financer les aventures du Pentagone à l'étranger. [Voir Coup d'Etat et Tigre de papier à Washington, Fier dragon dans le Pacifique [2004] qui évoque aussi la croissance de la production de la Chine].

http://rrojasdatabank.info/agfrank/new_world_order.html#coup

De plus, nous devons nous rendre compte que les chiffres cités pour l'Oncle Sam sont aussi tous strictement *relatifs*. Jusqu'ici, les relations – en particulier avec la Chine – sont encore à l'avantage de l'Oncle Sam, mais elles aident aussi à maintenir une image trompeuse. Considérez ce qui suit :

« (...) un jouet à 2\$ quittant une usine possédée par l'Oncle Sam en Chine coûte 3\$ en arrivant à San Diego. Quand il est acheté 10\$ par un consommateur de l'Oncle Sam dans un Wal-Mart, l'économie de l'Oncle Sam comptabilise 10\$ à la vente définitive, moins les 3\$ de frais d'importation, donc une augmentation de 7\$ du produit intérieur brut (PIB) de l'Oncle Sam »

[<http://archives.econ.utah.edu/archives/a-list/2004w07/msg00083.htm> [the original said US].

De plus, l'Oncle Sam, toujours malin, a fait en sorte de gagner 9 % sur ses avoirs économiques et financiers à l'étranger, tandis que les étrangers ne gagnent que 3 % sur les leurs chez lui, dont seulement 1 % sur leurs Certificats du trésor, investi au pays béni de Dieu de l'Oncle Sam. Notez que cette différence de 6 % représente déjà le double de ce que l'Oncle Sam redonne, et la rentrée totale de 9 % représente le triple des 3 % qu'il rend. Pour ces motifs, bien que les avoirs à l'étranger de l'Oncle Sam et les avoirs des étrangers au pays de l'Oncle Sam soient maintenant presque équilibrés, l'Oncle Sam est toujours celui qui a le(s) plus gros intérêt(s) dans l'affaire, comme n'importe quel usurier. Sauf qu'aucun autre usurier n'a jamais fait de telles affaires.

L'Oncle Sam tire aussi des revenus – très corrects, merci pour lui – d'autres avoirs à l'étranger, par exemple des paiements au titre de remboursements principalement de débiteurs étrangers pauvres. Les sommes impliquées ne sont pas négligeables. De ses seuls investissements

directs dans des biens étrangers, les bénéfices de l'Oncle Sam équivalent à 50 %, et en incluant ses rentrées provenant d'autres avoirs étrangers, à 100 % des bénéfices provenant de toutes ses activités nationales réunies! Ces bénéfices de l'étranger ajoutent plus de 4 % au PIN de l'Oncle Sam. Cela contribue grandement à compenser l'échec des bénéfices intérieurs qui n'ont pas encore retrouvés leur niveau de 1972, car L'oncle Sam n'a pas réussi à relancer suffisamment la productivité et donc à relancer les investissements nationaux. L'extravagante productivité de la « nouvelle économie » Clinton dans les années 1990 était limitée aux ordinateurs et aux technologies de l'information, et même cela s'est révélé être un leurre lorsque la bulle point COM a explosé. De plus, non seulement l'apparente augmentation des « bénéfices » mais aussi celle de la « productivité » a été dopée par une accélération du rythme de travail des ouvriers, des employés de bureau, des vendeurs et/ou par des journées de travail plus longues à la base et par une comptabilité innovatrice et frauduleuse de type Enron et consorts en haut de l'échelle. Cela compense aussi la plus grande part du déficit commercial de 600 milliards de dollars en constante augmentation de l'Oncle Sam découlant de l'excédant de consommation intérieure par rapport à la production [le mois dernier, c'était au taux annuel de 666 milliards de \$, cela a été annoncé aujourd'hui]. Le résultat en est des trillions de dollars de déficit [on parle de 3 trillions, mais l'Oncle Sam hésite, ce qui est compréhensible, à faire une quelconque révélation officielle]. Ce qui est sûr, c'est que sa dette extérieure brute est de loin la plus importante au monde, de même que sa dette extérieure nette si l'on soustrait la dette due par les étrangers à la sienne.

Pourquoi tout cela ? – Nous pouvons nous poser la question. La réponse en est simple : l'Oncle Sam, qui est de plus en plus accroché à la consommation, pour ne pas mentionner des drogues plus dures, n'économise pas plus de 0,2 % de ses revenus. Le gourou apparaissant et disparaissant de la Banque Fédérale, Docteur ès magie financière et informative Alan Greenspan a récemment observé que cela vient du fait que les 20 % des oncles-samiens les plus riches, qui sont les seuls à économiser, ont réduit leurs économies à 2 %. Cependant, même ces maigres économies [d'autres pays même plus pauvres économisent et même investissent 20, 30 voire 40 % de leurs revenus] sont plus que contrebalancées par les 6 % de déficit des dépenses gouvernementales de l'Oncle Sam, qui fait tant pour eux. C'est ainsi que la moyenne des deux réunis arrive à ces 0,2 %. Donc l'Oncle Sam a un déficit budgétaire affiché de plus de 400M de \$ [plus de 3 % du PIN], qui s'élève en fait à plus de 600 M de \$ [666 M de \$ dans les chiffres dernièrement publiés, soit une sortie de fonds de 55,5 M de \$ le mois dernier contre seulement 48.8 M de \$ d'entrée] si nous comptabilisons comme nous devrions le faire,

les 200 M et plus de \$ que l'Oncle Sam « emprunte » au surplus temporaire de son fond propre de sécurité sociale fédérale, qu'il est aussi en train de mettre en faillite [mais qu'à cela ne tienne, le président Bush de l'Oncle Sam vient juste de promettre de privatiser plus pour permettre aux gens d'acheter leur propre « Sécurité » - vieillesse dans un marché qui n'a jamais été aussi peu sûr]. Alors, avec un déficit budgétaire de plus de 600 M de \$ et un déficit commercial de plus de 600 M de \$ mentionné précédemment, le riche Oncle Sam et principalement ses plus gros revenus et consommateurs en haut de l'échelle, ainsi que bien sûr le Gros Oncle lui-même, vivent des richesses du reste du monde. L'Oncle Sam absorbe les économies des autres qui sont – souvent beaucoup – plus bas sur l'échelle : leurs banques centrales principalement placent beaucoup de leurs réserves dans la monnaie mondiale qu'est le \$ entre les mains de l'Oncle Sam à Washington mais aussi une certaine quantité en \$ chez eux. Leurs investisseurs privés envoient des \$ ou achètent des biens en \$ à Wall Street, tout cela avec la confiance qu'ils placent dans le havre le plus sûr du monde offert par l'Oncle Sam [cela fait bien sûr partie de l'escroquerie à la confiance mentionnée ci-dessus]. Il s'agit de sommes annuelles atteignant, pour les seules banques centrales, plus de 100 M de \$ provenant de l'Europe, plus de 100 M de \$ provenant de la pauvre Chine, 140 M de \$ du super-économe Japon, et d'un montant supérieur à des dizaines de M de \$ de beaucoup d'autres pays à travers le monde. Cela comprend aussi les investisseurs et les banques des pays pauvres du tiers-monde. Mais il faut ajouter aussi que l'Oncle Sam les oblige, grâce à la bienveillance à son égard de ces états, à lui envoyer leurs économies forcées, pour une partie sous forme de remboursement de la dette, contractée principalement en \$.

Son secrétaire du Trésor et son domestique particulier, le FMI, continuent de se pavaner gaiement à travers le monde en insistant sur le fait que le tiers-monde – et les anciens pays socialistes, devenus pays du tiers-monde – doit bien sûr continuer à s'acquitter du remboursement de la dette, surtout envers lui. Peu importe si avec les taux d'intérêts multipliés plusieurs fois par l'Oncle Sam lui-même après le coup monté de Paul Volker de la Banque Fédérale en octobre 1979, la plupart des pays ont déjà remboursé trois à cinq fois leurs emprunts originaux. Car pour pouvoir simplement payer les taux d'intérêt augmentés de 20 % par Volker, ils ont dû emprunter encore plus à des taux encore plus élevés jusqu'à ce que leur dette extérieure ait doublé voire triplé, sans compter leur dette intérieure dont une partie des paiements étrangers ont été augmentés, comme en particulier au Brésil. Là-bas et partout ailleurs, on joue le jeu de la privatisation, à l'exception de la dette ! Seule la dette a été nationalisée après avoir été contractée principalement par les entreprises privées, mais seul

l'état a assez de pouvoir pour soutirer la plus grande partie des arriérés des cachettes de ses citoyens les plus pauvres et de ceux de la classe moyenne, et les transférer à l'Oncle Sam en tant que « paiements invisibles du remboursement de la dette ». Quand on a dit aux Mexicains de se serrer un peu plus la ceinture, ils ont répondu qu'ils ne pouvaient pas car ils l'avaient déjà mangée la veille. Seules l'Argentine et pendant un certain temps la Russie ont déclaré un moratoire exécutoire sur le remboursement de la dette et cela seulement après qu'une politique économique eut détruit leur société toute entière comme cela n'était encore jamais arrivé en temps de « paix », cela grâce aux conseillers de l'Oncle Sam et de son bras droit, le FMI. Tout cela, pendant que l'Oncle Sam lui-même refuse gaiement de payer sa dette extérieure, comme il l'avait déjà fait plusieurs fois au XIXe siècle.

Pendant qu'on en parle, il serait bien de se rappeler au moins deux conseils de cette époque : Lord Cromer, qui administrait l'Egypte pour les intérêts de l'Empire britannique, déclarait que l'instrument le plus important pour ce faire était la dette de l'Egypte envers la Grande-Bretagne. Celle-ci a été multipliée lorsque l'Egypte a été contrainte de vendre ses parts du canal de Suez aux Britanniques pour payer des dettes antérieures. Le Premier ministre britannique Disraeli a justifié l'achat des parts en expliquant que cela renforcerait les intérêts de l'Empire britannique. Aujourd'hui, cette pratique est appelée « échange de créances contre actifs », c'est l'une des politiques actuelles préférées de l'Oncle Sam qui utilise la dette pour acquérir des ressources réelles d'une importance financière ou stratégique, comme l'était le canal de Suez sur la route vers l'Inde, le joyau de la couronne. L'autre conseil vient du premier stratège militaire, Clausewitz : « faites payer aux terres que vous avez conquises leur propre conquête et leur administration ». C'est ce que les Britanniques ont fait en et avec l'Inde à travers leurs infâmes « frais domestiques » remis à Londres comme paiement de l'administration britannique de l'Inde, qui a même été reconnue par les Britanniques comme un « tribut » et a été responsable du drainage des ressources de l'Inde vers la Grande Bretagne. Il est encore plus efficace de laisser les pays étrangers gérer eux-mêmes leur propre état en application des règlements du FMI dirigé par l'Oncle Sam permettant une ponction pour le remboursement de la dette de toute façon. A cet égard, les Britanniques avaient aussi utilisé au XIXe siècle, le précédent de s'en remettre à « l'impérialisme du libre échange » avec des états « indépendants » aussi longtemps que possible, en utilisant une diplomatie canonnière pour que cela fonctionne ou lorsque cela ne fonctionnait pas [ce que l'Oncle Sam a déjà appris à copier au début du XXe siècle] en envahissant le pays et en l'occupant si nécessaire – pour mettre ensuite en application la règle de Clausewitz.

Il existe plusieurs cas récents de cette pratique, principalement celui de l'Irak, ci-dessous.

Dernier point, mais non des moindres, Les producteurs de pétrole déposent aussi leurs économies chez l'Oncle Sam. Avec le choc pétrolier qui a restauré son prix réel après que sa valeur en dollars a chuté en 1973, le petit malin Henry Kissinger a conclu un accord avec les plus grands exportateurs de pétrole en Arabie Saoudite stipulant que la valeur du pétrole continuerait à être évaluée en \$, et que ces revenus seraient déposés chez l'Oncle Sam et seraient compensés partiellement par du matériel militaire. Cet accord a été élargi de fait à tous les membres de l'OPEP et est toujours en vigueur, à l'exception de la période avant la guerre contre l'Irak, où celui-ci est sorti de l'accord et a remplacé la tarification de son pétrole en dollars par une tarification en euros, avec l'Iran menaçant de faire la même chose. La Corée du Nord n'a pas de pétrole, mais ne commerce qu'en Euros. Ces trois pays forment « les états escrocs de l'axe du mal ». [Aujourd'hui, le Venezuela est l'un des principaux fournisseurs de pétrole de l'Oncle Sam mais fournit aussi du pétrole à des taux préférentiels dans des échanges commerciaux qui ne s'effectuent pas en dollars à d'autres pays pauvres comme Cuba. Du coup, l'oncle Sam a soutenu et financé des commandos militaires de son Plan Colombie d'à côté, encouragé un coup d'état illégal, et lorsque cela eut échoué, tenté un référendum légal pour procéder à un autre « changement de régime » là-bas aussi ; maintenant, avec le Brésil ces trois pays ont aussi été baptisés un autre « axe du mal »]. Pour en revenir au sujet principal, et appeler un chat un GROS chat, tout ce qui a été mentionné précédemment fait partie de la plus importante escroquerie du monde basée sur la confiance, de type « combine Ponzi ». Comme toutes les autres « combines Ponzi », son trait principal est qu'elle ne peut continuer à être profitable en \$ et à être maintenue au sommet que tant qu'elle continue à recevoir de nouveaux fonds en \$ à la base, de façon volontaire si possible grâce à la confiance, ou sinon par la force. [Les résultats des formules de Clausewitz et de Cromer sont bien sûr que ce sont les plus pauvres qui payent le plus, car ce sont ceux qui peuvent le moins se défendre : par conséquent, ceux qui sont placés sur/au-dessus d'eux leur font passer la plupart des coûts et des souffrances]. Mais que se passe-t-il si la confiance s'estompe et si les \$ n'arrivent plus ?

Les choses sont déjà en train de bouger chez l'Oncle Sam. La chute du \$ réduit les rentrées de fond nécessaires. Par conséquent le docteur Greenspan de l'Oncle Sam doit relever les taux d'intérêt pour continuer à attirer vers l'Oncle Sam les \$ étrangers dont il a besoin pour compenser le déficit de sa balance commerciale. [Pour avoir été renouvelé dans ses fonctions par le Président Bush, Dr. Greenspan a promis de n'appliquer cela qu'après les élections]. Ce moment est maintenant arrivé, mais le relèvement des taux d'intérêts menace de faire s'écrouler

la bulle immobilière gonflée par les faibles taux d'intérêts et d'emprunts hypothécaires – et des hypothèques des emprunts hypothécaires. En effet, c'est dans la valeur immobilière de leur maison que la plupart des gens chez l'Oncle Sam ont leurs économies, s'ils en ont. Cette richesse supposée a supporté la sur-consommation et une dette des ménages presque aussi importante que le PIB. Alors, un effondrement de la bulle des prix immobiliers par l'augmentation des taux d'intérêt et d'emprunts hypothécaires ne casserait pas seulement les prix de l'immobilier de façon drastique, il entraînerait dans une réaction en chaîne les deuxième ou troisième emprunts hypothécaires des propriétaires, les dettes des cartes de crédit à la consommation et les autres dettes, la consommation de ces ménages ainsi que l'endettement des entreprises, leurs profits et leurs investissements. En réalité, ces facteurs seraient suffisants pour précipiter l'Oncle Sam dans une récession sévère, voire une dépression, et entraîner une autre dévaluation importante des actions et par conséquent des autres prix, rendant le service de la dette encore plus onéreux. [Si le \$ baisse, même l'inflation des prix intérieurs en \$ est par conséquent, déflationnaire par rapport aux autres monnaies, c'est ce que les Russes et l'Amérique Latine ont découvert à leurs risques et périls, comme nous le verrons ci-dessous]. Si les investissements réels de l'Oncle Sam diminuaient, cela réduirait encore plus sa productivité industrielle et sa compétitivité – probablement à un degré inférieur à ce que la dévaluation du \$ pourrait compenser, en favorisant les exportations – ce en quoi beaucoup espèrent, y compris probablement le bon Dr. Greenspan. Jusqu'à présent, l'inflation apparente des prix à l'étranger en roubles et en pesos et leurs dévaluations successives a eu pour conséquence la déflation du \$ en terme de monnaie mondiale. L'Oncle Sam a alors imprimé des \$ pour acheter à des prix bradés en \$ des ressources naturelles en Russie [dont l'économie était à l'époque gérée en billets de 100\$], des entreprises et même des banques, comme en Corée du Sud. Il est vrai que maintenant le Dr. Greenspan et l'Oncle Sam essaient à nouveau d'obtenir d'autres banques centrales qu'elles relèvent aussi leurs taux d'intérêt pour éviter de plonger leur population dans une dépression encore plus sévère. Mais même si cela marche, annulant ainsi l'attrait relatif de la hausse de ses propres taux d'intérêt, comment cela peut-il sauver l'Oncle Sam lui-même ? La grande inconnue reste comment réagirait un Oncle Sam privé de sa « combine Ponzi » et (sérieusement) blessé, en utilisant chez lui plus de lois « patriotiques » et à l'étranger les armes – y compris les nouvelles petites armes nucléaires maintenant opérationnelles – qu'il aura encore, même si ses victimes étrangères ne paient plus pour les nouvelles. Par conséquent, une compensation de la réduction des richesses et des droits civiques chez lui par un cirque patriotique ou plutôt chauvin accru dont l'Oncle Sam fait subir les

coûts aux autres, à l'étranger est le vrai danger que fait courir au niveau mondial la politique actuelle de « Défense de la Liberté et la Civilisation ».

Ainsi, au-delà des Osama Bin Laden, Al Qaida et autres terroristes réunis, la plus grande menace au monde pour l'Oncle Sam est que les \$ cessent d'affluer. Par exemple, les banques centrales étrangères et les investisseurs privés [on dit que les Chinois émigrés possèdent un trillion de \$ bien placés] pourraient à n'importe quel moment décider de placer plus de leur argent ailleurs que dans un \$ en baisse et abandonner le pauvre vieil Oncle Sam à son destin. La Chine pourrait rapidement doubler son revenu par habitant si elle faisait des investissements réels chez elle plutôt que de faire des investissements financiers avec l'Oncle Sam. Les banques centrales, européennes et autres, peuvent maintenant transférer leurs réserves en Euro – en hausse ! - ou même en Yuan chinois qui va bientôt être réévalué. Dans un futur pas si lointain, une monnaie est-asiatique pourrait voir le jour composée par exemple dans un premier temps des pays de l'ANASE + 3 autres [Chine, Japon, Corée] – puis par la suite + 4 [Inde]. Alors que les exportations totales de l'Inde au cours de ces cinq dernières années ont augmenté de 73 %, ses exportations à destination des pays de l'ANASE ont doublé et celles à destination de la Chine ont été multipliées par 6. L'Inde est devenue l'un des partenaires principaux de l'ANASE et ses ambitions vont encore plus loin, vers une PAE (communauté des pays de l'Asie de l'Est) de l'Inde au Japon [EPW]. Ce n'est pas pour rien qu'en 1997, pendant la crise monétaire en Asie de l'Est suivie d'une crise économique globale, l'Oncle Sam a forcé le Japon à ne pas lancer de négociations pour la création d'un fond monétaire asiatique qui aurait au moins évité le pire de la crise économique. L'Oncle Sam a ensuite profité de cette crise en achetant des devises est-asiatiques dévaluées et en les utilisant pour racheter à prix bradés des ressources naturelles bien réelles en l'Asie de l'Est et des banques en Corée. Actuellement, l'amie dans le besoin de l'Oncle Sam, la Chine, pose des jalons en vue d'un tel arrangement, seulement à une échelle financière et aussi économique beaucoup plus grande.

Un jour après avoir écrit le texte ci-dessus, j'ai lu dans l'Economist [11-17 déc. 2004 :50] un rapport sur la réunion du Sommet de l'ANASE + 3 pays en Malaisie la semaine précédente. Son Premier ministre a annoncé que ce sommet devrait jeter les bases de la construction d'une communauté des pays de l'Asie de l'Est, PAE qui « devrait bâtir une zone de libre-échange, coopérer au niveau financier, et signer un pacte de sécurité (...) qui transformerait l'Asie de l'Est en un ensemble économique homogène (...) D'ailleurs, quelques-uns de ces projets sont déjà lancés (...) la Chine, en tant que premier pouvoir militaire et économique de la région, va

sans aucun doute prédominer (...) et accueillir le deuxième sommet de l'Asie de l'Est. » Le rapport continuait en rappelant qu'en 1990, l'Oncle Sam a détruit l'initiative précédente de peur de perdre son influence dans la région. Maintenant, le rapport est intitulé « Yankee, reste chez toi. »

Et si, bien avant que tout cela arrive, les exportateurs de pétrole cessaient tout simplement de fixer le prix du pétrole dans un \$ en constante dévaluation, et se mettaient à utiliser plutôt l'Euro en hausse et/ou un mélange des monnaies d'Asie de l'Est. Cela diminuerait d'un coup, pour pouvoir toujours acheter du pétrole, la demande de \$ dans le monde et son prix en obligeant tous ceux qui veulent acheter du pétrole à acheter et donc augmenter le prix et la demande de l'Euro ou du Yen/Yuan plutôt que du \$. Le \$ s'effondrerait et ferait chuter l'Oncle Sam d'un seul coup, car les propriétaires étrangers – et même domestiques - de \$ chercheraient à s'en débarrasser le plus vite possible et les banques centrales des autres pays sortiraient leurs réserves de \$ du havre plus si sûr de l'Oncle Sam. Ceci entraînerait le \$ encore plus bas et bien sûr mettrait un terme aux rentrées de devises en \$ de l'Oncle Sam par les étrangers qui financent jusque-là la frénésie de consommation de l'Oncle Sam. Le fait de vendre du pétrole contre des \$ qui chutent plutôt que contre des Euros qui augmentent étant évidemment une mauvaise affaire, les plus gros exportateurs de Russie et de l'OPEP ont déjà commencé à envisager de mettre ceci à exécution. En attendant, ils n'ont fait qu'augmenter le prix en \$ du pétrole de telle sorte qu'en Euros, son prix est resté à peu près stable depuis 2000. Jusque-là beaucoup d'exportateurs de pétrole et autres continuent à placer leurs \$, dont la quantité augmente, chez l'Oncle Sam, même s'il offre maintenant un havre de moins en moins attractif et sûr, mais la Russie commence à convertir certains de ses dollars en euros.

Les banques centrales de nombreux pays ont aussi commencé à placer de plus en plus de leurs réserves en Euro et en monnaies autres que le \$ de l'Oncle Sam. Même la banque centrale de Chine, la meilleure amie de l'Oncle Sam dans le besoin, a commencé à acheter des euros. La Chine a aussi commencé à utiliser ses \$ de l'Oncle Sam – tant qu'ils sont acceptés – pour acheter des biens réels à d'autres pays asiatiques, des milliers de tonnes de minerais de fer et d'acier du Brésil, etc. [Le président brésilien a récemment emmené une importante délégation commerciale en Chine et une délégation chinoise vient juste de visiter l'Argentine. La Chine est aussi intéressée par les minerais d'Afrique du Sud]. Que va-t-il donc arriver aux riches placés au haut de la pyramide de Ponzi, quand la confiance des banques centrales des pays plus pauvres et des exportateurs de pétrole du milieu aura disparue, et que les plus pauvres au monde, ceux

qui ne possèdent pas de ressources, ne pourront plus payer à la base, qu'ils aient confiance ou non ? L'escroquerie à la Ponzi de l'Oncle Sam pourrait – ou va ?- s'écraser comme toutes les autres combines de ce type avant elle. Seulement cette fois-ci la répercussion sera mondiale. Cela va couper court à la consommation « de la dernière chance » telle qu'elle est perpétuée actuellement par l'Oncle Sam, la ramener à sa taille mondiale réelle/réaliste et faire mal à beaucoup d'exportateurs et de producteurs partout ailleurs dans le monde. En réalité, cela pourrait impliquer une réorganisation complète et fondamentale de la politique économique mondiale conduite à l'heure actuelle par l'Oncle Sam.

Toutes les combines de Ponzi construisent une pyramide financière. Beaucoup de ceux qui placent de l'argent dans ces pyramides vivent aussi eux-mêmes dans un monde financier, mais d'autres ont besoin de transférer cet argent à partir de revenus générés par la production dans le monde réel. Dans le monde d'aujourd'hui, les transactions financières chaque jour représentent cent fois plus que tous les revenus de biens réels et de services réunis. Les transactions financières cachent les transactions réelles dans l'ombre de leur éclat. De plus, en simplifiant à l'extrême un sujet très complexe pour le rendre compréhensible au profane, les options, les dérivées, les échanges forment des compositions basées sur des intérêts déjà composés de propriétés réelles sur lesquelles sont fondées leurs mises et leurs dettes, ce qui contribue à la croissance spectaculaire de ce monde financier. Cependant, la pyramide financière que nous voyons dans toute sa splendeur et son éclat, surtout en son centre, chez l'Oncle Sam, repose toujours sur la base producteur > vendeur > consommateur du monde réel, même si la base financière fournit aussi de l'argent pour les transactions du monde réel.

Maintenant si nous considérons le monde comme un « doughnut », ce beignet en forme de couronne, analogue en cela à de nombreuses villes de la « ceinture de rouille » de l'Oncle Sam dans lesquelles le centre a été abandonné et s'évide alors que la production et la consommation se sont déplacées vers les banlieues environnantes [à Détroit, capitale de l'automobile, les fenêtres du principal grand magasin Hudson sont condamnées depuis des années, même si la ville a fait construire un « Renaissance Centre » très cher pour redonner vie au centre-ville, une approche qui a « fonctionné » dans d'autres villes]. Le déclin de General Motors à Flint nous a donné un Michael Moore, qui le met en scène de « Roger (*PDG de GM*) et moi » à « Fahrenheit 9-11 ».

Nous pourrions considérer le monde dans son ensemble à la façon d'un doughnut, où tout l'Oncle Sam serait placé dans le trou au centre, lui qui ne produit presque rien qu'il puisse

vendre à l'étranger. Les principales exceptions étant les biens agricoles et le matériel militaire, fortement subventionnés par le gouvernement de l'Oncle Sam avec l'aide des contribuables et de la planche à billets verts. Et même ainsi, il obtient un déficit budgétaire de plus de 600M de \$.

La GRANDE différence dans cet Oncle Sam sous forme de doughnut est que le déficit du budget mais aussi les plus de 600M de \$ de déficit commercial sont financés par les étrangers comme nous l'avons vu. L'oncle Sam exclurait la plupart d'entre eux en tant que personnes, mais est heureux de recevoir les biens réels qu'ils produisent. En tant que consommateur mondial « de la dernière chance », comme cela a déjà été suggéré, l'Oncle Sam remplit un important rôle dans la division du travail du monde politique et économique actuel : tous les autres produisent et ont besoin d'exporter, et l'oncle Sam consomme et a besoin d'importer.

L'effondrement du \$ ferait [fera ?] retomber ce doughnut tout entier qu'est le monde politique et économique et entraînera des centaines de millions de gens, sans mentionner les milliards de milliards de \$ et leurs propriétaires, dans un chaos aux conséquences imprévisibles et sans doute inimaginables. Pour beaucoup de gens, du haut au bas de l'échelle qu'est le monde, l'enjeu consiste à éviter cela A TOUT PRIX, même si cela implique de continuer à gonfler comme une baudruche un Oncle Sam vide. Ou pour se référer à une histoire bien connue, de continuer de prétendre que l'Empereur nu est habillé et de lui envoyer des vêtements du même type par-dessus le marché. Cela implique toujours la Chine, pour qui le fléchissement financier de l'Oncle Sam pourrait être une bénédiction cachée : cela obligerait la Chine à changer le cours de sa politique économique, et plutôt que de donner ses biens pour rien à l'Oncle Sam, elle pourrait tourner sa production et sa consommation vers elle-même, vers son marché intérieur pauvre et vers l'Asie de l'Est toute proche. C'est ce qu'elle pourrait et devrait déjà faire ; et ce qu'elle a récemment commencé à faire vers l'Asie de l'Est, mais pas encore vers elle-même.

Bien sûr, l'effondrement du \$ effacerait définitivement et d'un seul coup, par extension, toute la dette de l'Oncle Sam. Dans le même temps, cela ferait perdre simultanément à tous les étrangers et à tous les riches Américains tous leurs biens en \$, qu'ils essaient de préserver le plus possible en tentant d'éviter cet effondrement. En réalité, cette transition historiquement nécessaire pour sortir du doughnut contrôlé par l'Oncle Sam, pourrait entraîner le monde entier dans la plus profonde dépression jamais connue – et, comme dans toutes les dépressions, ce seraient les plus pauvres qui en souffriraient le plus. Seule l'Asie de l'Est pourrait tirer le plus facilement son épingle du jeu, après avoir payé au prix fort cette transition - *vers elle-même* !

Ainsi, la combine de Ponzi de l'Oncle Sam nous met dans la plus équivoque des situations jamais vécues.

Cependant, même cela ne serait pas nouveau sur le plan historique. Souvenez-vous du coût de la transition *vers* l'Oncle Sam : 30 années de guerres de 1914 à 1945 avec l'arrivée d'une seconde grande dépression en un siècle qui a coûté 100 millions de vies pendant la guerre, plus que dans toutes les guerres de l'histoire mises ensemble, sans compter les [centaines de ?] millions de gens qui ont souffert et qui sont morts de faim et de maladie inutilement. Ou la transition précédente vers la Grande Bretagne [QUEL EST L'EQUIVALENT BRITANNIQUE DE L'ONCLE SAM – IL Y EN A UN QUE NOUS CONNAISSONS TOUS, MAIS JE L'AI OUBLIE, pas seulement Colonel Vieille Baderne] dont le coût a été les guerres napoléoniennes, la Grande dépression de 1879-1895, le colonialisme et le semi-colonialisme pour n'en mentionner que quelques-uns, et leurs coûts humains, tout particulièrement conjugués aux changements climatiques El Niño les plus marquants en deux siècles, qui ont affamé les Indiens, les Chinois et beaucoup d'autres peuples. Mais ces famines ont été à leur tour amplifiées par les pouvoirs de l'Empire colonial et utilisées dans ses propres intérêts, comme par exemple l'exportation accrue, surtout pendant les années de famine, de blé provenant d'Inde.

Il est beaucoup trop terrible et culpabilisant pour tous de faire des parallèles avec la politique de l'Oncle Sam d'aujourd'hui – qui tire encore parti un siècle plus tard de nouveaux El Niño plus forts - et les « ajustements structurels » imposés par le FMI qui obligent les paysans mexicains à avoir déjà mangé la ceinture que le FMI voulait leur faire serrer d'avantage. Et cela sans mentionner les 3 millions de morts au Rwanda et au Burundi, ainsi que ceux du Congo voisin, juste après que le FMI a imposé des restrictions et l'annulation principalement par l'Oncle Sam, de l'accord sur le café qui garantissait le prix pour ces producteurs. Ensuite, nous avons là-bas des luttes pour la production et l'achat d'or pour le Fort Knox de l'Oncle Sam, de titane pour que nous puissions communiquer par téléphone mobile, de diamants pour toujours, etc.

Pourtant, certains dans le monde ne se sentent pas [encore ?] prisonniers de ce piège, prêt à se refermer à tout moment. De façon calculée, juste avant les élections de l'Oncle Sam en 2004, l'un d'eux l'a dit au monde à haute voix dans une vidéo-transmission. Il semble que cela n'ait été que très peu perçu publiquement par le principal destinataire, l'Oncle Sam lui-même, qui aurait dû être le plus intéressé : car il s'agissait justement de Bin Laden en personne annonçant qu'il allait « mettre en faillite l'Oncle Sam ! » Etant donné l'aveuglement dont l'Oncle Sam fait preuve

face à l'ébranlement des fondations de son monde réel à l'étranger, un effondrement si colossal pourrait ne pas être plus difficile à mettre en place que celui du symbole des Tours jumelles chez lui.

Pendant ce temps, de retour à la ferme (comme on dit au Texas) que fait l'Oncle Sam de l'argent et des économies mondiales durement gagnées ? Ses consommateurs surconsomment toujours sans que 99,9 % d'entre eux sachent ce qu'ils font, car personne ou presque ne le leur dit. Et le gouvernement de l'Oncle Sam utilise beaucoup voire toute cette croissance en centaines de M de \$ pour le Pentagone. Il ne l'utilise pas pour payer ses soldats professionnels pauvres qui viennent pour la plupart de petites villes de l'Amérique rurale et ont accepté le seul travail qu'ils pouvaient obtenir, et encore moins ses réservistes malchanceux. Non, mieux vaut continuer à privatiser la guerre, en Irak comme chez lui. Le complexe militaro-industriel contre lequel le Général Eisenhower avait mis en garde lors de son discours présidentiel de départ en 1958 est toujours vivant et vivace, plus que jamais sous la gérance du « vice » président Cheney et son secrétaire à la défense Rumsfeld [avec leurs travaux désastreusement bien menés, ils sont tous les deux reconduits pour le deuxième mandat. Tout comme Douglas Feith et Wolfowitz « d'Arabie » l'un des duos du Pentagone qui s'est rendu en Israël, et à propos duquel le journal allemand *Der Spiegel* du 20 décembre 2004 :33 cite le commandant de l'invasion en Irak Tommy Franks qui l'appelle «le plus grand idiot sur Terre, contre qui je dois me battre presque tous les jours »]. Entre 1994 et mi-2003, le Pentagone de l'Oncle Sam a signé plus de 3.000 contrats d'une valeur de plus de 300 milliards de \$ avec 12 compagnies militaires privées [PMC] sur les 35 que compte l'Oncle Sam d'après l'estimation du New York Time, les restantes étant de petite taille et offrant des services mercenaires. Plus de 2.700 de ces contrats ont été attribués à seulement deux entreprises : Kellogg Brown & Root (KBR), une filiale de l'Halliburton de Cheney et Booz Allen Hamilton [cf. Centre du consortium international des Journalistes d'investigation pour l'intégrité publique, cité dans le courriel de Mafruza Khan du 16 août 2003]. En Irak, ces PMC ont maintenant autant de mercenaires que les troupes de l'Oncle Sam et de la Grande Bretagne réunis. Mais bien sûr cela ne représente que des broutilles, car la plupart de l'argent du Pentagone est « oncle-samisé » pour acheter des systèmes d'armement très chers à l'un des quatre *grands* entrepreneurs de la « défense » de l'Oncle Sam du type Halliburton du vice-président Cheney.

Alors, l'Oncle Sam utilise ses armes unilatéralement pour extorquer par chantage, contrôler et envahir le monde qui a fourni l'argent au départ. Après tout, l'Oncle Sam doit faire ce qu'il faut

pour que cela continue à affluer. L'unilatéralisme de l'Oncle Sam ne consiste pas seulement, comme cela a été souvent perçu de façon erronée, à faire cavalier seul. Oui, il proclame se battre pour la « Liberté » [de qui ? - pouvons-nous demander] et pour « sauver la Civilisation » comme le rappellent chaque jour le Président Bush de l'Oncle Sam et son éloquent porte-parole britannique, Tony Blair. La façon la plus simple de « sauver » la civilisation a été d'abolir tout simplement en un jour ce qu'elle avait de plus précieux, un organisme de loi international assurant la paix, que l'Ouest avait mis des siècles à développer, même si de l'aveu général, il agissait dans ses propres intérêts impérialistes. Malgré tout, c'étaient les meilleures et les seules lois internationales que nous avons, et en fin de compte, mieux valait cela que rien du tout. Maintenant, les seules « lois de l'Ouest » qui restent sont effectivement « Les Lois de l'Ouest » : les lois d'auto-défense des westerns spaghetti rendues par des bandes armées de justiciers auto-proclamés, assistés ou non d'un juge véreux, qui font appliquer eux-mêmes la « loi » et se lancent après qui ils veulent, quand ils veulent et où ils veulent, à une échelle hélas beaucoup plus grande que les westerns spaghetti ne l'ont jamais imaginé, et qui plus est hors de leur territoire. Cela signifie aussi désavouer et paralyser l'institution des Nations unies, fondée pour maintenir la paix, sauf lorsque l'Oncle Sam l'utilise après ses propres guerres pour ramasser les morceaux qu'il a laissés en Yougoslavie, en Afghanistan et maintenant en Irak. Ce faisant, il faut aussi duper, menacer, cajoler et faire du chantage à tous les autres – amis et ennemis – pour imposer ses vues sur chaque issue, importante ou non. L'Oncle Sam a entraîné une armée civile d'officiels à cela. Ainsi, l'Oncle Sam peut toujours « unilatéralement » peser de tout son poids encore apparent dans toutes les institutions internationales qui traitent de domaines allant de l'agriculture et l'aviation à la zoologie. A travers ses relations bilatérales, l'Oncle Sam extorque encore plus de faveurs unilatérales pour lui-même. C'est pourquoi l'OMC était mort-né. En effet, l'Oncle Sam préfère maintenant utiliser ses relations bilatérales unilatéralement, tout en s'isolant de plus en plus sur le plan international. Ainsi il peut toujours exercer son pouvoir de négociation politique, militaire et économique sur un seul pays alors qu'il n'est plus en mesure de le faire sur tous ou à tout le moins sur beaucoup dans les institutions internationales.

Et quand ces négociations ne sont pas suffisantes, ou même si elles pourraient l'être, l'Oncle Sam passe à l'attaque tout simplement lorsqu'il en a envie et envahit la petite Grenade [300.000 personnes tout au plus], le Nicaragua [avec l'aide du grand ennemi, l'Iran], le Panama [7.000 civils tués en une nuit pour capturer un seul homme, un ancien ami et allié de Bush Père, Noriega – il existe une photo où ils se serrent la main, tout sourire], l'Irak [qui a même été une

entreprise profitable puisque l'Oncle Sam a extorqué à l'époque plus de \$ de ses alliés pour payer la guerre que cela ne lui en a coûté !], la Somalie [oh malheur !], la Yougoslavie [qui a été en partie attaquée pour montrer ce qui peut arriver quand l'on est assez faible, dans ce cas-là c'était la Serbie, mais que l'on s'obstine pourtant à ne pas privatiser d'important moyens de production et à garantir une assistance sociale nationale à sa population en dépit des injonctions de l'Oncle Sam et de son FMI [comme c'est encore le cas de la Biélorussie aujourd'hui, où l'Oncle Sam essaie aussi d'obtenir un « changement de régime », mais une action militaire sur la frontière avec la Russie est plus difficile à mener, à moins d'un accord similaire à celui contre l'Afghanistan ou d'un accord acheté. De plus, la Yougoslavie a abandonné seulement lorsque la Russie lui a retiré son soutien après que l'Oncle Sam ait réussi à infléchir la politique russe par un chantage économique et l'achat en partie de cette inflexion à Berlin], l'Afghanistan [encore avec l'aide de l'Iran et de la Russie et, après que le gouvernement Taliban fondé et subventionné par l'Oncle Sam l'ait éradiqué, avec plus d'opium que jamais, opium qui représente un tiers du PIB de l'Afghanistan, comme l'a annoncé lors de sa prise de pouvoir le Président mis en place par l'Oncle Sam, et une nouvelle offensive militaire de l'Oncle Sam contre les Talibans au moment où j'écris mais sans plus mentionner Ben Laden], et maintenant l'Irak de nouveau. Qui sera le prochain, l'Iran ?, la Syrie ? – pas la Libye, car elle a docilement signé des accords sur le pétrole avec l'Oncle Sam ; et pas la Corée du Nord qui a fabriqué des armes nucléaires pour se défendre précisément contre cela.

Incidentement [ou non ?], une simple analyse des faits sur le terrain montre que, à l'exception de la petite Grenade, aucune de ces guerres ou des guerres en général de l'Oncle Sam n'a jamais été gagnée par sa force militaire, sauf peut-être celle du Pacifique contre le Japon [la deuxième guerre mondiale a été gagnée en Europe à Stalingrad en 1943 par les troupes russes qui auraient rejoint Berlin même si l'Oncle Sam n'était pas arrivé plus tard]. Malgré cela, l'Oncle Sam a déjà construit 800 bases militaires à travers le monde et surtout en Chine [« [iso-8859-1, courriel du 12 déc. 2004] P.Jakob Förg » j.foerg@msc-salzburg.at Sujet : TR : le Pentagone va redéployer 60 % de sa flotte sous-marine US dans le Pacifique Ouest], pour une représentation future et une influence politique déjà présente, particulièrement au « cœur » de la zone pétrolifère de l'échiquier global de Zbigniew [Ziggy] Brzezinski]. A côté de cela, le Président Bush de l'Oncle Sam a un nouveau « plan pour le Moyen-Orient » qui s'étend maintenant du Maroc aux confins du Pakistan – jusqu'à l'Indonésie musulmane ? Ce que ce plan implique réellement n'est pas encore clair, mis à part qu'Israël doit rester le fer de lance politique et militaire de l'Oncle Sam dans la région comme cela a toujours été le cas. Sauf que maintenant,

sa propre portée et celle qui lui est assignée est encore plus grande [deux néo-conservateurs haut placés du Pentagone se sont même rendus sur place pour instaurer un projet pour le parti raciste et chauvin du Likoud maintenant au pouvoir]. Bush lui-même est allé en Afrique, principalement en Afrique de l'Ouest pour jeter un coup d'œil à son pétrole. Aux Amériques, son projet « Colombie » [elle aussi a du pétrole] a été étendu à toute la région andine [l'Equateur aussi exporte du pétrole], il a déjà un autre projet pour l'Amazonie [peut-être qu'on peut en trouver là-bas ; en attendant il y construit une énorme base soi-disant pour la NASA, dont l'engagement dans des entreprises militaires ne serait pas une première], un projet pour « veiller » avec l'aide de la Banque mondiale sur la réserve souterraine d'eau douce la plus vaste au monde, sous les chutes Iguazu, où le Brésil, l'Argentine et le Paraguay se rencontrent. Déjà 40.000 soldats d'Amérique du Sud à la fois sont entraînés dans les bases de l'Oncle Sam sur son territoire, bases dont il possède encore une demi-douzaine hors de ses côtes.

Tout cela forme une fondation économique, militaire et politique globale géante sur laquelle l'Oncle Sam entretient son escroquerie financière à la Ponzi, et pas chère, à deux fois le prix pour ceux qui se retrouvent avec du \$, tant que l'Oncle Sam peut payer avec ses billets de dollars faits maison, qui servent jusqu'à présent à entretenir la combine Ponzi. En fait, pour être honnête, ce n'est pas *tant* pour le \$. Après tout, il n'est utile que si l'on peut vraiment acheter quelque chose avec, surtout du pétrole qui contribue activement à cette fondation.

L'Oncle Sam doit non seulement acheter toujours plus de pétrole, aujourd'hui avec les \$ qu'il imprime, mais demain peut-être avec des Euros ou des Yuans, il doit aussi essayer de s'assurer d'avoir la main sur chaque robinet ; comme cela, il peut savoir qui peut, et surtout qui *ne peut pas* acheter du pétrole. C'est pourquoi nous le découvrons maintenant en train d'essayer de contrôler les \$ politiques et financiers des sources de pétrole, là où il peut encore le faire, et y aller d'une présence militaire comme en Asie Centrale, ou bien en oncle-samisant le pouvoir militaire pour y aller comme en Irak. Tout cela peut être utilisé comme levier de contrôle et/ou pour montrer aux voisins ce qu'il pourrait leur arriver s'ils ne continuaient pas à partager le jeu de l'Oncle Sam. Heureusement pour lui, la plupart de l'Asie de l'Est et surtout la Chine semblent aussi obligées d'*acheter* du pétrole étranger, même si demain peut-être cela se fait sans utiliser des \$ mais des Yuans/Yens. D'un autre côté, hélas pour l'Oncle Sam, le plus gros vendeur de pétrole au monde est la Russie, dont les sources restent hors de contrôle de l'Oncle Sam. Mais comment l'Oncle Sam peut-il continuer à payer et à maintenir toutes ses audacieuses

entreprises de Défense de la Liberté avec les \$ qu'il fabrique – si plus personne ne les accepte ? Et pourquoi quiconque devrait les accepter ?

Le Federal Tribune [FT] du 10 décembre offre une vue plus grande de la partie émergée de l'iceberg à l'aide d'autres exemples de la Défense de la Liberté en Irak. Le fait que ce pauvre Irak soit placé sur la plus grande réserve mondiale inexploitée de ce toujours plus précieux pétrole reste dans l'ombre ou n'est qu'à peine mentionné à la fin de l'histoire qui, comme le présent article, se concentre plutôt sur les \$ qui lui sont liés et sur l'Oncle Sam. Dans deux rapports différents, il explique comment trois hélicoptères ont amené 14 tonnes de billets de 100 \$ aux Kurdes. Cet argent, la plupart des 1,8M de \$ de remboursements de l'Oncle Sam aux Kurdes, faisait partie des gains accumulés par l'Irak avec le fond des Nations Unies « pétrole contre nourriture ». A la base, bien sûr, les billets étaient simplement le produit de la planche à billets de l'Oncle Sam, en échange desquels l'Irak avait exporté du pétrole bien réel. Cet argent *ne provenait pas* des 18M de \$ que le Congrès de l'Oncle Sam a affecté à la « reconstruction » de l'Irak. Comme le montre un graphique du FT, à peine 388 millions – soit 2,15 % – de ces 18M de \$ de l'Oncle Sam ont déjà été dépensés, et seulement 5M de \$ de cette somme avait même été budgétée par l'Oncle Sam en Irak au moment où le proconsul Brenner est rentré chez lui, sa mission accomplie. Non, dans sa grande sagesse, le Bon Oncle a pensé qu'il était préférable de dépenser 13M de \$ des 20M de \$ des fonds irakiens. Cela représentait 65 % de l'argent irakien en comparaison des 2 % du montant de départ presque équivalent affecté par l'Oncle Sam. Lorsque le nouveau gouvernement irakien a repris le contrôle de certaines des tâches établies et gérées précédemment par l'Oncle Sam, il a découvert que la totalité du fond de 20M de \$ avait été dépensée, 11M de \$ de la vente de pétrole [International Herald Tribune - IHT]. Comment cela se fait-il ? pouvons-nous nous demander. La réponse donnée par l'officier de l'Oncle Sam « responsable » des finances, l'amiral Oliver, est simple : « je sais que nous avons dépensé de l'argent du fond [irakien]. C'était uniquement parce que nous avons épuisé l'argent de l'Oncle Sam » - alors que plus des 17,5M de \$ affectés n'avaient pas été dépensés. Nous pouvons nous demander si le bon général n'avait pas assisté à des cours sur Clausewitz et sur la guerre et suivi son conseil de faire payer à la victime conquise sa propre occupation, dans ce cas par l'Oncle Sam.

Le représentant irakien au versement des fonds et le comité de contrôle ont assisté seulement à l'une des 43 réunions ; mais pourquoi en faire plus, quand la plupart des dépenses ont été autorisées sans aucune réunion du tout. Donc, bien que l'Oncle Sam ait budgété des fonds pour

de nombreux projets, ceux-ci ont quand même été payés par les fonds *irakiens*. Beaucoup de ces versements ont même été faits sans aucun contrat, dont un cas s'élevant à un petit 1,4M de \$. La plupart des autres ont été attribués sans beaucoup d'offres concurrentielles, voire même sans appel d'offres ni par conséquent évaluation. Les fonds de l'Oncle Sam, d'un autre côté, n'ont pratiquement pas été dépensés en Irak. Peut-être l'Amiral Oliver a-t-il « épuisé tout l'argent de l'Oncle Sam » en Irak, tout bonnement parce que cet argent est resté chez l'Oncle Sam à Washington ; et s'il a été versé, il a simplement changé de mains et de comptes en banque là. Après tout, c'est beaucoup plus efficace que de l'envoyer en Irak et de le rapatrier, avec le risque d'en perdre même une partie en route. Cela fait bien longtemps que la procédure standard, pour la plupart des \$ que l'Oncle Sam prête voire même « donne » « à » et « pour » tous les pays du tiers-monde, est de laisser ces \$ chez lui, où ils doivent être et où ils reviendraient de toute façon. Peu importe ; le Congrès de l'Oncle Sam a déjà affecté quelques 30M de \$ pour « préparer la transition des élections » en Irak en janvier 2005.

Au vu de tout cela, il ne serait évidemment pas souhaitable de dépenser les fonds irakiens, sans parler de ceux de l'Oncle Sam, pour le service de la vieille dette étrangère irakienne. Par conséquent, il était logique pour les « alliés » forcés, qui perdent déjà le remboursement de la dette par l'Oncle Sam, de renoncer aussi à la dette irakienne. Ceci, comme nous l'avons vu ci-dessus, alors que l'Oncle Sam insiste toujours pour que le reste du tiers-monde continue à *lui* rembourser ses dettes ! Dieu nous protège de tout remboursement de la dette irakienne aux Russes sans Dieu, à ces traîtres de Français, ou même aux meilleurs amis chinois, qui ont le plus investi en Irak, acte infâme à la base, quand l'Oncle Sam veut investir l'argent irakien dans des causes bien plus justes.

Que sont ces causes bien plus grandes et bien plus justes de l'Oncle Sam ? – pouvons-nous nous demander. Le plus gros paiement unitaire de 1,4M de \$ était destiné à nul autre qu'à l'Halliburton du Vice-président Cheney. Cependant, nous savons maintenant qu'au même moment, Halliburton était en train d'escroquer de plusieurs centaines de millions de \$ son plus généreux mécène, l'Oncle Sam, en achetant du pétrole pour x\$ au Koweït et en le revendant en Irak pour 5 à 10 x\$ et en se livrant à d'autres fraudes rusées. Au total, Halliburton a obtenu des contrats en Irak pour la sympathique somme de 10M de \$ - plus les frais. [IHT] [Cheney a aussi des intérêts dans UNOCAL qui veut depuis longtemps construire un pipe-line pétrolier de l'Asie Centrale à l'océan Indien à travers l'Afghanistan, tout d'abord avec l'aide des Talibans que l'Oncle Sam avait placés là-bas précisément dans ce but, puis les avait invités au Texas.

Maintenant, l'Oncle Sam et UNOCAL vont plutôt tenter d'oncle-samiser les bons offices du nouveau Président afghan et de l'Ambassadeur de l'Oncle Sam, qui sont tous deux, comme par hasard, d'anciens [?] employés d'UNOCAL.

Sans l'ombre d'un doute, la plupart des \$ de l'Irak et de l'Oncle Sam sont allés vers d'autres copains de l'Oncle Sam, et quelques miettes ont été abandonnées à la Grande Bretagne, à des sociétés et même à des individus civils et militaires qui ont leurs doigts dans le tiroir-caisse. Mais hélas, nous ne saurons jamais qui ils sont, car selon l'inspecteur général de l'Oncle Sam, « je n'étais, naïvement, pas intéressé par la présence d'auditeurs de l'armée parce que je pensais que nous devions nous glisser dans le système irakien aussi vite que possible. » Honnêtement, n'étant moi-même pas un militaire et plutôt anti-militariste, je n'ai pas lu Clausewitz. Donc, je ne sais pas quels bons conseils il donne, s'il en donne, sur le fait de se reposer sur la corruption comme premier principe dans le découpage et la division du gâteau conquis.

Toutes les « spéculations » ci-dessus ont été écrites juste avant la publication par le Comité international consultatif et de suivi des Nations unies pour le Développement en Irak, IAMBDI, d'un rapport sur ses constats quant à la gérance de l'Irak par l'Oncle Sam. Avant d'arriver à ce rapport, nous devons garder à l'esprit ce que le FT constate diplomatiquement « les Nations unies ont hésité à réprimander publiquement l'Oncle Sam sur ses dépenses des fonds irakiens ». Le FT cite directement le rapport : « il y avait des faiblesses contrôlées (...) des systèmes comptables inadaptés, une application irrégulière des procédures contractuelles agréées et une tenue de dossiers inadaptée. » Le IHT fait aussi son propre résumé de ce même rapport : « Il y a eu des irrégularités généralisées, y compris une mauvaise gestion financière, un échec dans la réduction du trafic de contrebande [de pétrole et autres propriétés physiques irakiennes vers l'extérieur ; personne ne sait à quel prix et à qui cela a profité] et une quantité excessive de contrats sans offres » [IHT]. Le FT, de son côté, offre un peu plus de précisions sur ce rapport : « Il est particulièrement préoccupant (...) que des contrats de parfois plusieurs milliards de dollars des fonds irakiens aient été attribués aux compagnies de l'Oncle Sam comme Halliburton sans appel d'offre. » Hier, le Président Bush de l'Oncle Sam a remis la plus haute récompense civile, la Médaille de la liberté, à L. Paul Bremer III, le proconsul civil de l'Oncle Sam qui a tout supervisé, et au Général Tommy Franks, qui a mené l'invasion et qui a rendu tout cela possible en premier lieu. George Tenet, le directeur de la CIA qui a fourni toutes les fausses informations de l'Oncle Sam pour « légitimer » toute cette entreprise au départ et qui a depuis été discrédité et obligé de démissionner, n'a pas été oublié non plus : il a reçu la

troisième médaille. Le IHT a publié une photographie de la cérémonie avec les trois tout sourire et George W. qui souriait aussi. Après tout c'était pour du travail bien fait, bien sûr. Merci.

Nous pouvons être pratiquement sûrs que les bénéficiaires des largesses de l'Oncle Sam au service de la « Liberté » [de qui et quoi ? – pouvons-nous demander], faisaient à 99,99 % partie de ceux que le Dr Greenspan de la Banque Fédérale a pointé du doigt comme étant les sur-consommateurs privilégiés, totalement [ir]responsables des sous-économies de l'Oncle Sam et qu'il a simplement nommés les 20 % plus hauts revenus. Ce sont aussi eux, a-t-il dit, qui sont les plus grands [ir]responsables du déficit commercial grandissant dont le Dr s'est plaint récemment à Berlin. Si nous examinons la distribution des revenus chez l'Oncle Sam, nous apprendrons que parmi ces 20 %, la part du lion dans la distribution de ces \$, comme de la plupart des \$ provenant du Pentagone, atterrit dans les poches ou sur les comptes des 2 % supérieurs, les plus privilégiés des privilégiés, pour qu'ils puissent encore plus sur-consommer les richesses de la terre entière. Qui pourrait leur dénier que ceci est une grande cause pour la protection de la Liberté à n'importe quel prix ? Voyez le célèbre [et infâme] « laissez-les [Irakiens] venir » contre l'Oncle Sam, du Président Bush. [Hmm ? *Eux* venir ? – contre l'Oncle Sam pour envahir l'Oncle Sam ?]. Comme il l'a dit lui-même au monde, c'est tout à fait juste que « nous » excluons d'autres pays des puits irakiens et de leur tiroir-caisse. Après tout, a-t-il expliqué, quand les Irakiens ont accepté son invitation, c'était « *nos* garçons qui ont mis leurs vies en jeu ». Hélas, la personnification de l'Oncle Sam a aussi oublié d'expliquer pour quoi et pour qui.

+ Les quelques chiffres qui ne sont pas accessibles en général ou qui proviennent du FT du 10 au 15 décembre 2004 cité et d'autres sources comme le International Herald Tribune [IHT] du 15 décembre également et du EPW, *Economic and Politic Weekly*, [Mumbai 4 déc. 2004 :5189] sont tirés de « L'économie de l'Impérialisme de l'Oncle Sam au tournant du 21^e siècle » de Gérard Dumesnil & Dominique Lévy dans la *Revue de Politique Economique Internationale* du 4 au 11 oct. 2004 :657-676. L'auteur les remercie à Paris, remercie Jeffrey Sommers à Riga, William Engdahl à Francfort et Mark Weisbrot à Washington pour leurs commentaires très utiles et très utilisés sur l'Oncle. Barry Gills à Newcastle a insisté pour que je ne me réfère qu'à l'Oncle Sam et a proposé la division mondiale du travail entre les consommateurs de l'Oncle Sam et les

producteurs partout ailleurs, il m'a aussi mentionné Clausewitz. Bien sûr, aucun d'eux ne porte la responsabilité de l'emploi du beignet-couronne, le doughnut, que j'en ai fait.